

**Population** Le changement climatique pourrait faire doubler le nombre de migrants dans le monde

# La crise écologique, facteur croissant de migrations

BONN  
ENVOYÉ SPÉCIAL

Les effets de la crise économique commencent à se faire sentir sur les phénomènes migratoires. Selon l'anthropologue mexicaine Ursula Oswald Spring, « la crise aux Etats-Unis a provoqué, depuis un an, le retour de 200 000 migrants vers le Mexique ». « Et les envois d'argent par les travailleurs migrants, qui constituent la deuxième source de revenus du Mexique, ont baissé de 24 % cet été », ajoute-t-elle.

M<sup>me</sup> Oswald Spring intervenait lors de la première conférence sur les migrations liées à l'environnement, qui s'est achevée à Bonn, samedi 11 octobre, sous l'égide de l'université des Nations unies. Le contexte économique y était dans tous les esprits. « La récession économique va ralentir la croissance et peut-être éloigner nos esprits de questions moins immédiates, comme le changement climatique, a souligné Theodore Skylakakis, un représentant du ministère grec des affaires étrangères. Nous ne devrions cependant pas oublier ce problème majeur. »

Car les bouleversements écologiques en cours n'en continuent pas moins, et les

## Une protection juridique inexistante

L'Organisation internationale des migrations a donné, en 2007, une définition des migrants environnementaux, personnes qui « pour des raisons contraignantes de changement soudain ou progressif de l'environnement (...) sont obligées de quitter leur résidence habituelle ».

Mais ces migrants ne bénéficient d'aucune protection juridique. La Convention sur les réfugiés de 1951 ne concerne que les personnes « craignant avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques ». Une députée suédoise, Tina Acketoft, a proposé à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'élaborer une Convention relative au statut et aux droits de ces « migrants écologiques ».



Chaque année, de très nombreux migrants rejoignent Dacca, au Bangladesh, pour tenter d'échapper aux conséquences du réchauffement climatique. Mais la capitale bangladaise est elle-même confrontée à une montée du niveau de la mer. L. WEYL/ARGOS

chercheurs présents à Bonn ont souligné le caractère inéluctable de nouvelles migrations dues à la dégradation environnementale. La projection effectuée il y a quelques années par le biologiste Norman Myers, qui évaluait à 200 millions le nombre de réfugiés climatiques en 2050, reste une valeur guide, qui aboutirait au doublement du nombre actuel de migrants internationaux.

« Ce chiffre est potentiel, nuance Johannes Frühmann, du SERI, un institut de recherche basé à Vienne. Pour savoir s'il se

réalisera, il faudrait mieux connaître le rôle des réseaux sociaux, du niveau économique, des facteurs culturels... Nous avons besoin de plus étudier ces questions. » Ce champ de recherche, où se croisent deux domaines qui s'ignoraient, l'environnement et les migrations, reste largement à défricher.

## Solidarité internationale

Premier constat des experts : le lien entre dégradation environnementale et décision de migrer est encore difficile à établir, hormis quelques cas symboliques

mais exceptionnels, comme celui de l'archipel de Tuvalu, dans l'océan Pacifique. « Nous ne sommes pas encore dans une situation où le changement climatique, en tant que facteur unique, force les populations à migrer, observe Fausto Pedrazzini, représentant de l'Otan. Mais il existe des processus complexes où l'environnement a une part. »

Cependant, remarque Tamer Afifi, qui a étudié le cas égyptien pour l'université des Nations unies, « dans de nombreux cas, la migration a une cause environnementale,

même si les migrants ne la formulent pas ». « Ils disent qu'ils ont bougé à cause de la baisse de leur revenu ou du chômage, mais la raison sous-jacente est la désertification ou l'érosion des sols », précise-t-il.

L'aggravation de la crise écologique devrait renforcer le poids des facteurs environnementaux dans les décisions de migrer. « Je ne vois pas comment un pays comme le Bangladesh, même s'il a développé une très bonne expertise dans la gestion des catastrophes météorologiques, va pouvoir faire face à une montée du niveau de la mer d'un mètre », remarque ainsi François Gemenne, du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Deuxième constat : les migrations seront le plus souvent internes aux pays, comme le montrent des études de réactions à des inondations ou à des sécheresses au Mozambique ou au Ghana. Pour les spécialistes, l'image d'habitants des pays du Sud se déversant dans les pays du Nord a peu de chances de prendre corps.

Elle a pourtant été évoquée dans un rapport sur le thème « Changements climatiques et sécurité internationale » rendu en mars par Javier Solana, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères. Selon ce dernier, « l'Europe doit s'attendre à une augmentation substantielle des pressions migratoires ».

« L'Europe et l'Afrique ne sont pas des vases communicants », répond un haut fonctionnaire de l'Organisation internationale des migrations. « Il est peu probable que de grandes masses de gens émigrent vers l'Europe, reprend Johannes Frühmann. Voyager à travers le monde est facile pour nous, mais beaucoup plus difficile quand vous gagnez moins d'un dollar par jour. Il faudrait renverser la question : jusqu'à quel point voulons-nous aider les pauvres du monde à faire face ? »

Car ce sont les plus pauvres qui seront les plus vulnérables : « Ils sont coincés, résume François Gemenne, ils ne peuvent pas migrer. » L'enjeu revient au fond au problème lancinant de la solidarité internationale. « On est sur le même bateau, dit Ursula Oswald Spring. On ne peut en sauver une partie en laissant couler l'autre. » ■

HERVÉ KEMPF

## ÉNERGIE RÉFÉRENDUM

### Les Litoniens veulent obtenir un report de la fermeture de leur centrale nucléaire

VILNIUS  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
Sans surprise, le référendum sur la centrale nucléaire d'Ignalina, organisé en Lituanie en même temps que les élections législatives, dimanche 12 octobre, a montré la volonté des Litoniens de prolonger la durée de vie de leur centrale au-delà de la date prévue de fermeture, fixée à fin 2009.

Selon des résultats non définitifs, lundi matin, 88,7 % des votants ont souhaité que la centrale poursuive ses activités quelques années supplémentaires, jusqu'à

ce qu'une nouvelle soit construite. Mais, même si ce résultat est étonnant, la participation devrait rester inférieure à 50 %, ce qui ne permettrait pas de valider le vote, selon la commission électorale.

L'ancien premier ministre lituanien Andrius Kubilius affirmait, quelques jours avant le scrutin, qu'il craignait une telle issue, qui aurait pour conséquence « de placer le prochain gouvernement dans une mauvaise position pour renégocier avec l'UE ». Validé ou non, ce référendum consultatif constitue une nouvelle tentative des Litoniens de peser sur l'Union européenne (UE) afin d'éviter de se retrouver dépendants des importations de gaz russe. Le pays aurait en effet besoin de celui-ci pour produire son électricité entre la fermeture de la centrale actuelle et l'ouverture d'une nouvelle, programmée dans le meilleur des cas pour 2016.

## Manque d'investissements

Le bras de fer dure depuis des années. En 2003, lors des négociations préalables à son adhésion à l'UE, la Lituanie, qui est avec la France le pays européen le plus dépendant de l'énergie nucléaire, s'était engagée à fermer les deux réacteurs de sa centrale d'Ignalina au plus tard fin 2009. En dépit des nombreuses mises à jour de sécurité effectuées depuis la restauration de l'indépendance du pays, en 1991, cette centrale a le tort d'être du même type que celle de Tchernobyl, c'est-à-dire sans enceinte de confinement.

La fermeture de la centrale a été l'une des conditions préalables à l'adhésion à l'UE, et les Litoniens

s'étaient résignés à ce que certains avaient alors de qualifié de « *diktat* ». Conformément au calendrier, le premier réacteur était fermé fin 2004. Le second devrait donc l'être fin 2009. Et Bruxelles a rappelé qu'il était hors de question de revenir sur cet engagement.

Suivi par l'ensemble des partis litoniens, Andrius Kubilius souhaite que la durée de vie d'Ignalina soit prolongée « jusqu'en 2011 au moins ». Selon l'ancien premier ministre, tous les calculs montrent que « si nous fermons le second réacteur fin 2009, il faudra payer notre électricité deux fois plus cher ». « En plus, il n'est pas dit que la Russie soit capable de nous fournir les quantités nécessaires en cas d'hiver très froid », ajoute-t-il.

Les Litoniens se considèrent comme vulnérables. Car les alternatives ne sont pour l'instant pas à la hauteur. En décembre 2006, les pays baltes, jusque-là uniquement reliés à la Russie et à la Biélorussie, ont rompu leur isolement énergétique en ouvrant un câble électrique sous-marin avec la Finlande. C'est un début, mais c'est encore trop peu. D'autres « passerelles énergétiques » sont prévues avec la Pologne et, dans un avenir plus éloigné, la Suède.

« C'est une question de sécurité, et pas seulement au sens politique du terme, insiste Maart Laar, ancien premier ministre estonien, qui avait lancé le projet de câble entre l'Estonie et la Finlande. Le secteur électrique russe fait face à d'énormes problèmes, car il souffre d'un manque d'investissements. S'il y a un problème chez eux, cela aura des conséquences chez nous. » ■

OLIVIER TRUC

## DÉCHETS MATIÈRES RECYCLABLES ET COMBUSTIBLES DE SUBSTITUTION

### Le coût de l'énergie et des matières premières relance l'idée d'exploiter les décharges

LONDRES  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
Jusqu' alors, les décharges ne constituaient une ressource que pour des populations déshéritées fouillant, parfois à mains nues, les immondices dans l'espoir d'y dénicher quelque objet à revendre. Mais voilà qu'opérateurs et chercheurs se posent la question : et si les décharges constituaient une source insoupçonnée d'énergie et de matières premières ? Une question qui a été au centre de la première conférence internationale consacrée au *landfill mining*, organisée à Londres, jeudi 9 octobre.

Le *landfill mining* ? Le terme anglais, employé tel quel par les spécialistes, peut être traduit par « exploitation des décharges ». Le concept est né en 1953, quand les matières organiques contenues dans une décharge de la région de Tel-Aviv en ont été extraites afin d'enrichir les sols d'exploitations de citronniers.

Depuis, il n'a fait que vivre. William Hogland s'y est intéressé en 1995. « Je pensais alors que le monde était prêt, mais je me suis trompé, dit cet universitaire suédois. Il a d'abord fallu que les problèmes énergétiques s'aggravent et que les prix des matières premières s'envolent, mais cette fois, c'est le moment. »

Tous les participants à la conférence de Londres ne sont pas aussi affirmatifs, mais la présence d'une centaine de délégués, venus d'Europe mais aussi d'Iran, du Pakistan, de Malaisie, d'Afrique du Sud et des Etats-Unis, atteste de l'intérêt porté au sujet. Car les décharges, notamment les plus anciennes, contiennent des

métaux et des plastiques qui pourraient être recyclés, ainsi que les matières (papiers, bois, plastiques) permettant de confectionner des combustibles de substitution. Un point qui suscite un vif intérêt de l'industrie du ciment, très énergivore et à la recherche de combustibles bon marché.

## Risque économique

Le gisement est considérable. Selon les participants à la conférence de Londres, 3,2 milliards de tonnes de matériaux recyclables auront été enfouis en décharge entre 1975 et 2015, rien qu'au Royaume-Uni. Les décharges américaines contiendraient à elles seules 400 millions de tonnes d'acier. « La concentration d'aluminium est plus forte dans certaines décharges américaines que dans la bauxite elle-même », assure Mark Johnson, du fonds de soutien britannique Biffaward.

Pourtant, les avis divergent sur l'intérêt économique du *landfill mining*. « C'est un exercice coûteux qui n'est pas rentable à l'heure actuelle », estime le représentant d'un gestionnaire néerlandais de décharges. Le risque économique est important : en l'absence de données précises, il est presque toujours impossible de savoir quelles matières contiennent une décharge. De plus, la réouverture d'un site pose des problèmes sanitaires, environnementaux et de sécurité, notamment en cas de présence de déchets dangereux.

Selon Robert McCaffrey, géologue et coordonnateur de la conférence, le *landfill mining* ne peut trouver un équilibre économique qu'en multipliant les flux de matiè-

res. « Si on ne s'intéresse qu'à une seule substance, on passe à côté, assure-t-il. La séparation des matières est la clé du problème. »

L'exploitation des décharges peut présenter d'autres avantages : résoudre un problème d'infiltrations provoqué par la présence ancienne de déchets, libérer de l'espace pour des projets fonciers, créer de nouveaux espaces de stockage dans la décharge... « Chaque décharge est unique », ont répété les participants. « Chacune a ses singularités, qui reflètent des facteurs économiques, sociaux ou culturels locaux », insiste Dirk Lechtenberg, un consultant allemand.

Les représentants de Suez et Veolia, les deux grands opérateurs français du secteur des déchets, sont restés prudents sur l'avenir du *landfill mining*. « Le message à retenir est celui-ci : continuons à trier et à recycler pour ne pas avoir à aller chercher un jour des ressources que nous aurons laissées partir en décharge », conclut Philippe Belbèze, de Veolia Propreté. ■

GILLES VAN KOTE

## L'anglais à Londres

Les écoles OISE offrent un environnement pédagogique propice à une application et une concentration extrêmes.

L'entraînement intensif dispensé dans un cadre très personnalisé conduit à communiquer avec confiance en anglais.

bordeaux@oise.com lille@oise.com  
lyon@oise.com nice@oise.com  
oiseparis@oise.com versailles@oise.com

OISE

www.oise.com

ÉCRIVAINS

Les Editions Amalthée recherchent de nouveaux auteurs

Envoyez vos écrits :  
Editions Amalthée  
2 rue Crucy  
44005 Nantes cedex 1  
Tél. 02 40 75 60 78  
www.editions-amalthee.com